

**Zeitschrift:** Actio : un magazine pour l'aide à la vie  
**Herausgeber:** La Croix-Rouge Suisse  
**Band:** 97 (1988)  
**Heft:** 11-12

**Artikel:** Combat quotidien pour la dignité  
**Autor:** Schuler, Karl  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-682060>

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 11.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Les habitants des bidonvilles de San Salvador prennent en main leur destin de sinistrés

# Combat quotidien pour la dignité

**Le Salvador fait la une de l'actualité depuis des années en relation avec le conflit dont le pays est le théâtre. Mais il y a un autre combat, moins connu des médias: celui des habitants des bidonvilles, en particulier des sinistrés du tremblement de terre du 10 octobre 1986. Car le séisme a touché d'abord les populations pauvres de la ville. Deux ans après, les victimes s'organisent pour obtenir des conditions de vie plus dignes. Le responsable de la CRS nous explique ce que signifie être pauvre à San Salvador et témoigne des initiatives des sinistrés.**

*Karl Schuler*

Le Salvador compte aujourd'hui environ 5,2 millions d'habitants. D'une superficie égale à la moitié de celle de la Suisse, il est le plus petit Etat d'Amérique centrale. Il présente toutefois la densité de population la plus élevée de la région. Les trois quarts de la population connaissent aujourd'hui un état de pauvreté chronique, causé par la répartition inégale des terres et des richesses, le conflit, qui dure depuis maintenant huit ans, ainsi que l'effondrement de l'économie et l'exode rural qui en sont les conséquences directes. Les habitants des quartiers pauvres et des bidonvilles de San Salvador souffrent encore aujourd'hui des suites du tremblement de terres qu'a subi la ville il y a deux ans.

## Les racines de la pauvreté

Dans ce pays aux grandes richesses naturelles, il faut remonter loin dans l'histoire pour trouver les racines de la pauvreté. Avec l'invasion des Espagnols, le pays connut de violents conflits qui avaient pour enjeu la possession des riches mais rares terres volcaniques, conflits qui se soldèrent par une répartition extrêmement inégale de la propriété foncière. Il se constitua une couche de familles influentes (oligarchie), composées de Blancs et de métis, dont la richesse reposait sur la propriété de la terre. La population indienne fut repoussée dans les zones les moins fertiles, et leurs propriétés communautaires, les «ejidos», furent dissoutes. Une révolte des paysans à l'ouest du pays, en 1932, fut brutalement réprimée par le gouvernement mili-

taire de l'époque. Le massacre de 30 000 personnes a été ressenti pendant longtemps comme une profonde blessure par la population.

Les grands propriétaires terriens ont commencé par planter de l'indigo avant de cultiver, à partir du siècle dernier, du café. L'exportation du café constitue encore aujourd'hui le pilier de la richesse de la minorité possédante. Sur leurs petites exploitations souvent inférieures à un demi-hectare, les petits paysans cultivent du maïs et du «frijol», des haricots, pour leur propre consommation. Au moment de la récolte du café et du coton, nombre d'entre eux s'engagent dans les plantations où ils constituent une main-d'œuvre bon marché.

## 500 000 personnes déplacées

L'une des causes du conflit qui oppose l'armée régulière à l'opposition armée du Front de Libération «Farabundo Martí de Liberación Nacional»



**Une «meson» dans la vieille ville de San Salvador. Les «mesones» étaient autrefois des maisons confortables dans lesquelles résidaient les familles aisées. Aujourd'hui, il n'est pas rare que des douzaines de personnes y vivent.**

(FMLN) et qui a fait plus de 60 000 morts ces dernières années réside dans les problèmes politiques et sociaux irrésolus. Les organisations de défense des droits de l'homme sont unanimes pour rendre les forces de sécurité responsables du grand nombre de victimes. La guerre entre l'armée et l'opposition a essentiellement pour cadre la campagne et ne touche que peu les villes. L'exode rural est de ce fait particulièrement prononcé. On estime à 500 000 le nombre des «desplazados», des personnes déplacées, qui ont quitté la campagne pour les villes ces dernières années. A ce chiffre vient s'ajou-

ter un million de ressortissants du Salvador qui, pour des raisons économiques ou politiques, sont allés s'installer aux Etats-Unis ou au Mexique.

## Les bidonvilles se multiplient à San Salvador

L'exode rural a eu pour principale conséquence la croissance anarchique de la capitale San Salvador. Sur les 1,2 million d'habitants que compte la ville et son agglomération, un tiers sont des personnes déplacées. 19% de la population active de la ville est aujourd'hui sans emploi et 58% connaît une situation de sous-emploi. Le revenu moyen mensuel se monte à 450 colones, soit 130 francs suisses. De nombreuses familles gagnent toutefois moins. Un nombre toujours plus élevé de personnes trouvent un emploi dans l'économie parallèle avec une sécurité de revenu moindre, en devenant par exemple camelots ou artisans, fabriquant à domicile des articles destinés à être vendus dans la rue. Citons comme exemples les cordonniers, boulanger, tailleurs, mécaniciens, etc... D'autre part, les services publics connaissent depuis ces dernières années une très nette détérioration de leur fonctionnement, particulièrement sen-

## LE PROGRAMME DE LA CRS À SAN SALVADOR EN BREF

*Pour son programme à San Salvador, la CRS dispose de 1,6 million de francs récoltés lors d'appels à la population. Les moyens actuellement engagés sont destinés à financer les projets suivants dans les domaines de la santé et de la construction de logements:*

- Construction et équipement d'une clinique d'urgence de la Croix-Rouge salvadorienne, inaugurée à la fin de l'année 1988. Elle remplace l'ancien établissement, endommagé lors du dernier tremblement de terre. Les coûts de construction sont répartis par moitié entre la CRS et la Croix-Rouge allemande (RÉP. FÉD.).
- Financement d'un dispensaire et d'un laboratoire dans le foyer pour personnes âgées «Sarah Zaldivar», dans lequel résident 350 personnes âgées sans ressources.
- Financement de 80 logements avec équipement pour 80 familles dans le cadre d'un programme de reconstruction dans plusieurs quartiers pauvres («comunidades marginales»), réalisé par CREFAC, institution salvadorienne à caractère social, et les associations de sinistrés.
- Financement, en collaboration avec Caritas Suisse, de l'aménagement d'ateliers orthopédiques en vue de la production de chaises roulantes simples et de la formation de spécialistes, parmi lesquels des handicapés, dans le cadre du «Centre salvadorien pour une technologie appropriée - CESTA».
- Soutien, en collaboration avec l'Œuvre Suisse d'Entraide Ouvrière (OSEO), à l'action de groupes locaux dans le domaine des soins de santé primaires, portant principalement sur la formation d'agents de santé, appelés à agir en étroite collaboration avec les couches les plus défavorisées de la population.

## ETRANGER

sible dans les transports et la santé publique. Les pouvoirs publics donnent en effet la priorité au budget de la défense nationale au détriment des dépenses toujours plus indispensables dans le secteur social.

La configuration de la ville reflète clairement cette croissance incontrôlable et la ségrégation sociale. San Salvador présente une situation géographique et topographique particulière: la ville est parcourue de gorges («barancos») et de petits cours d'eau. Etant donné la pénurie de terrain disponible, les habitants fraîchement arrivés ont été contraints d'élever leurs habitations sur les flancs des «barancos», particulièrement exposés aux glissements de terrain. Toutes les surfaces libres, même les plus inadaptables et les plus en pente, sont utilisées. Le matériel de construction traditionnel, composé de boue séchée et de bambou, à partir duquel a été construit le centre historique de la ville, fait place à la tôle ondulée, au carton et aux emballages plastique. Toute la périphérie de la ville est composée de ces «comunidades marginales», qui comptent entre 20 et 200 familles et dans lesquelles les mauvaises conditions sanitaires, essentiellement dues à un approvisionnement en eau insuffisant, mettent en danger l'état de santé des populations.

**Telle un «hamac entre les volcans»**  
Le tremblement de terre d'octobre 1986 a encore aggravé le sort de ces populations. On ne peut toutefois toujours dans des abris provisoires, qu'ils ont édifiés à partir des panneaux de tôle ondulée et de bois fournis par les organisations d'entraide.

La cause principale de cette situation tient au problème irrésolu de la propriété foncière et immobilière. Au contraire de ce qui s'est passé au Mexique, le gouvernement salvadorien n'a pas procédé à des expropriations. Surtout dans les habitations traditionnelles caractéristiques de la vieille ville, appelées «mesones», les habitants sont tous locataires. Les propriétaires, qui n'en assuraient l'entretien que dans des cas très rares, exigent au lendemain du tremblement de terre un prix de revient pour les terrains sur lesquels se trouvaient des maisons détruites. Une somme que les œuvres d'entraide n'étaient pas disposées à verser. Me-



*Au lendemain du tremblement de terre, les habitants des zones sinistrées vivent dans des abris provisoires, édifiés à l'emplacement de leur ancienne habitation. Cette situation précaire n'a guère évolué depuis le 10 octobre 1986.*

(Photos: Karl Schuler)

nacés d'expulsion, les locataires sinistrés entrent souvent en conflit avec les propriétaires, nombre d'entre eux désirant ardemment demeurer là où ils avaient toujours habité. Une attitude compréhensible lorsque l'on sait en effet que pour beaucoup d'artisans et de petits commerçants le domicile est en même temps lieu de production et de travail.

#### **Soutien aux initiatives de la population**

Face à cette situation, la majorité des programmes de reconstruction se trouvent aujourd'hui dans leur phase de planification. Au début de

cette année, la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, en collaboration avec la Croix-Rouge salvadorienne, a entrepris la construction de 300 maisons d'habitation. Le programme le plus important, mené par Caritas et l'Eglise catholique, portant sur la construction de 1200 habitations, vient de démarrer. La CREFAC, une institution sociale à laquelle la CRS apporte son soutien, prévoit dans une première phase la construction de 500 maisons dans les bidonvilles de la périphérie. Pour ce programme, les négociations avec les autorités communales se poursuivent, étant donné que les associations de sinistrés occupent un terrain appartenant à la ville et qui devrait leur être cédé pour une somme symbolique. Le programme CREFAC met particulièrement l'accent sur la

leur conditions de vie, en particulier par l'éducation à la santé et la construction d'une crèche. Dans la perspective de la reconstruction, un groupe du Département d'architecture de la Faculté de San Salvador organise également des séances de travail à leur intention et les entoure de ses conseils.

La «Comunidad 21 de junio» s'est organisée en un «conseil des habitants des bidonvilles», qui comprend 29 communautés et qui affirme la présence des populations marginales. Les groupes de population qui y sont représentés se réunissent régulièrement pour formuler leurs intérêts communs. Lorsque l'une des «comunidades» est menacée d'expulsion ou qu'elle soumet aux

participation active des sinistrés au programme de reconstruction. Les habitants des «comunidades marginales» se sont assemblés en une association et tentent, malgré les pressions dont ses membres font l'objet, de défendre leurs intérêts devant les organes administratifs et les propriétaires et d'améliorer ainsi leurs conditions de vie par des projets sociaux communautaires.

#### **Action Croix-Rouge dans des conditions difficiles**

La reconstruction d'hôpitaux et d'écoles rencontre moins de difficultés que celle des habitations. Le Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophe (ASC) a inauguré au début de cette année trois écoles destinées à accueillir 1500 élèves tandis que la construction d'une école de jeunes filles financée par la Croix-Rouge allemande et réalisée par la Croix-Rouge salvadorienne dans le quartier particulièrement touché de San Jacinto a été également achevée.

Une clinique d'urgence de la Croix-Rouge salvadorienne, cofinancée par la CRS, vient d'ouvrir ses portes. Depuis de nombreuses années, la Croix-Rouge salvadorienne s'efforce de remplir sa mission humanitaire avec toute l'impartialité nécessaire dans un climat de guerre et de violence. Pour y parvenir, elle peut compter sur la participation de plusieurs centaines de volontaires motivés et bien formés. La nouvelle clinique d'urgence et le service d'ambulances qui lui est associé représente une prestation particulièrement importante notamment pour les couches de la population les plus défavorisées.

Comme précisé dans l'encadré de la page 27, la Croix-Rouge suisse, en dépit des circonstances difficiles, s'efforce de mener un programme de collaboration à long terme, notamment dans les domaines de la santé publique et de la construction de logements. Le texte dans l'encadré ci-contre relate comment une communauté peut parvenir à faire valoir ses droits par l'entraide et la solidarité et réussir ainsi à conserver sa dignité malgré sa pauvreté.

#### **Un impératif incontournable du développement: le facteur humain**

Etant donné l'absolue nécessité d'absorber dans l'in-

## ETRANGER

## **Les visages de la pauvreté**

(Suite de la page 13)

en particulier dans le tiers monde, à une multitude de personnes de survivre.

#### **... mais qui a ses limites**

Responsabilité et initiative individuelles des plus démunis ont toutefois leurs limites, car il est vrai que dans bien des cas, l'homme est presque totalement tributaire d'évolutions ou de constellations globales qu'il n'est guère en mesure d'influencer ou d'infléchir. La capacité à influer sur les données économiques et sociales globales que l'on attribue aux gouvernements en place est très souvent singulièrement entravée par des intérêts oligarchiques défendus par les gouvernements et/ou par des liens de dépendance à l'égard des grands pays industrialisés ou des grands bailleurs de fonds. Même en admettant que nous ayons affaire à des gouvernements honnêtes ou bien intentionnés, les communautés nationales du tiers monde n'en continueraient pas moins à être confrontées à des nécessités et des impératifs contraires.

Indépendamment du fait qu'un minimum de conditions préalables doivent être remplies et qu'une constellation internationale favorable constitue une autre condition *sine qua non*, il apparaît que pour provoquer un développement économique sur une vaste échelle, l'engagement personnel d'individus capables et motivés à tous les niveaux de la société et du processus de production constitue un impératif incontournable. □

## ACTIO

N°11/12 Novembre/Décembre 1988  
97ème année

Rédaction  
Rainmattstrasse 10, 3001 Berne  
N° de compte de chèques 30-877  
Téléphone 031 667 111  
Telex 911 102

Rédactrice responsable:  
Nelly Haldi  
Coordination rédactionnelle  
édition française:  
Bertrand Baumann  
Coordination rédactionnelle  
édition italienne:  
Sylvia Nova

Editeur: Croix-Rouge suisse  
Administration et impression  
Vogt-Schild SA  
Zuchwilerstrasse 21, 4501 Soleure  
Téléphone 065 247 247  
Telex 934 646, Téléfax 065 247 335

Annonces  
Vogt-Schild Service d'annonces  
Kanzleistrasse 80, case postale  
8026 Zurich  
Téléphone 01 242 68 68  
Telex 812 370, télex 01 242 34 89  
Responsable des annonces:  
Kurt Glarner  
Téléphone 054 41 19 69  
Pour la Suisse romande:  
Presse Publicité SA  
5, avenue Krieg  
Case postale 258  
CH-1211 Genève 17  
Téléphone 022 35 73 40